

Appel à contribution pour un colloque international
« Le Populisme : dilemmes théoriques. Contextes de propagation
Et expériences comparées »

20-21-22 mai 2021

Le Centre arabe pour les recherches et l'étude des politiques en Tunisie(CAREP), annonce l'ouverture de réception des propositions de recherche en vue de la participation au colloque international qui se tiendra les 20-21-22 mai 2021 en Tunisie, sur « Le Populisme : dilemmes théoriques, contextes de propagation et expériences comparées. »

L'argumentaire

Si la plupart des chercheurs s'accordent sur l'aspect moderne du populisme, ceci ne doit en aucun cas entamer notre volonté de mieux scruter les premiers balbutiements de ce phénomène ainsi que ses origines depuis l'antiquité. Etudier les racines historiques du populisme, que certains ramènent aux temps anciens, n'est en fait qu'une tentative d'enracinement, battue parfois en brèche par les changements de sens et pratiques, survenus au cours des transformations postérieures de ce phénomène. Ce dessein critique paraît de prime abord intenable, pour des considérations multiples, parmi lesquelles il faut énumérer les changements subis par le populisme, en tant que concept et pratique, à un point tel, qu'il a failli perdre ses aspects premiers. Probablement, les débuts véritables de ce phénomène, convergent selon ces chercheurs, avec l'émergence de la démocratie moderne qui souffrait prématurément de maux multiples.

Durant plus d'un siècle, le populisme, comme pensée et comme pratique, connut une large expansion, prenant des formes innombrables qui s'inspiraient des spécificités culturelles et politiques locales ainsi que des différentes transformations régionales et géopolitiques. Il en résulta l'apparition de ramifications et de fissures nouvelles, à un point tel, qu'on commença à évoquer des populismes spécifiques, comme, à titre d'exemple, les populismes de l'Amérique latine, les populismes d'Europe, les populismes d'Asie, et les populismes d'Afrique ... etc. Aussi, faut-il souligner que le populisme n'aurait jamais eu tout ce succès, ni pu créer ces grands foyers, sans cette « demande » allant crescendo. On peut aussi évoquer d'autres raisons plus profondes à un tel succès, liées aux crises structurelles aiguës qui avaient accompagné le cheminement de la démocratie libérale. Mais cette dernière hypothèse a besoin d'être vérifiée de plus près. Néanmoins, ce qui rend cette approche fiable et plausible, ce sont les nombreux efforts de théorisation dont le but consiste à faire du populisme une réponse alternative acceptée par le monde et la politique et jugée à même de sauver le peuple des défauts et dangers de la démocratie, et de lui permettre de réaliser pleinement sa volonté et sa souveraineté.

Nombre de chercheurs ont tendance à croire que le populisme tire sa légitimité des échecs des élites notamment dans leur prestation politique qui a usé la démocratie durant de longues décennies. Ainsi avons-nous assisté à la régression de la participation politique et à l'usure de la base populaire des partis. Les citoyens se sont détournés des urnes et de la chose publique. Le tout dans une ambiance d'exaspération contre l'accroissement du pouvoir des corps intermédiaires accusés d'avoir usurpé la volonté du peuple qui se sent désormais étranger

chez-lui. Ce sont là, sans doute, quelques facteurs qui ont participé à la montée du populisme. Mais, faut-il encore le souligner, ces remarques ne sont que des hypothèses sur lesquelles les sociétés scientifiques ne sont pas tout à fait unanimes.

D'aucuns d'entre nous, croient que le populisme, dont l'apparition avait coïncidé avec le début des démocraties libérales dans les sociétés occidentales, est une question qui ne nous concerne pas du tout et que nos pays resteraient à l'abri de ce phénomène. Seulement, cette idée est fallacieuse et ce pour deux raisons. La première consiste au fait que certains pays arabes ont connu dans leur histoire politique moderne des formes de populisme, notamment au moment des indépendances nationales, qui ont permis à des régimes despotiques, d'arriver au pouvoir. Lesquels régimes n'ont cessé de clamer qu'ils représentent la conscience et la voix originale du peuple et qu'ils sont la cristallisation même de sa volonté. Tout ceci a conduit à d'innombrables justifications pérennisées par des leaderships charismatiques qui en ont assumé un grand rôle. Quant à la deuxième raison, elle provient de l'influence des populismes actuels dans les événements du moment ainsi que dans les relations internationales. D'autant plus que ces populismes sont une source d'inspiration pour plusieurs « mouvements politiques arabes » ; aussi le discours politique du pouvoir en place, tout comme celui de l'opposition, s'alimentent-ils du lexique et de l'exercice du populisme.

Pour analyser et décortiquer ces thèses, et pour répondre à un certain nombre de questions posées par les problématiques en suspens, le CAREP organise un colloque international intitulé : « le populisme : dilemmes théoriques, contextes de propagation et expériences comparées », qui abordera les axes suivants :

Axe I : Le populisme, confusion du concept et ambiguïté de la signification »

Il nous faut, de prime abord, reconnaître que nous sommes face à un concept nouveau qui n'a été abordé que récemment dans les sphères académiques. En revanche, ça fait un long moment qu'il ne cesse d'alimenter la presse ainsi que les controverses véhémentes entre les politiques. Puis il s'est introduit progressivement dans la littérature sociale et humaine jusqu'à devenir « un concept » malgré l'épaisse ambiguïté qui l'entoure encore aujourd'hui. Cet aspect des choses n'est peut-être pas propre qu'au populisme, car les concepts gardent en général un certain mystère, et ce nonobstant notre hâte de prétendre à leur clarté. Cependant, le concept du populisme garde une singularité qui le différencie, et reste attaché à une stigmatisation qui lui colle et que les spécialistes ont rarement réussi à atténuer.

Les points de vue à l'égard du populisme varient d'un chercheur à l'autre. Certains se sont intéressés à ses manifestations économiques et sociales. D'autres se sont focalisés sur certains comportements et agissements qui caractérisent le leader populiste; celui qui est attentif à ce que des relations chaleureuses et singulières soient établies entre lui et la masse / peuple, et qui entend effacer toutes les barrières habituelles (surtout dans le cas de l'Amérique latine) qui peuvent créer une distance et un hiatus entre le leader et son peuple. D'autres chercheurs quant à eux, donnent à la communication politique du populisme une place de choix en insistant sur l'importance du style et, d'une façon plus générale, sur l'importance du discours qui trouve un large écho auprès du peuple et crée une symbiose entre celui-ci et son élite politique. Il existe de toute évidence un lexique très riche et de nombreux registres de mots, paroles et pratiques qui sont préparés et organisés à l'avance très soigneusement, malgré la spontanéité apparente des faits et des gestes.

Depuis les années soixante-dix du siècle dernier, et suite à sa présence intense dans les analyses politiques contemporaines, on s'est rendu compte¹ de la naissance déformée du populisme ainsi que de la grande ambiguïté du concept. Alors qu'il existe une tendance théorique à mépriser le populisme, à le considérer sous un « aspect négatif », à l'accuser de chercher sans cesse à enfoncer les institutions du pouvoir et de semer toujours le doute quant aux alternatives proposées par les acteurs politiques; le populisme quant à lui considère ce discours comme émanant de ses ennemis, ceux qu'il considère comme étant la cause de toutes les crises économiques, sociales et politiques que rencontrent certains pays.

Ainsi, certains chercheurs² ont-ils appelé à être prudent lorsque le populisme accuse avec véhémence les élites politiques d'imposer leurs vues sur le public. Pour cette raison, malgré l'utilisation à outrance du vocable « populisme » dans certaines analyses, et même si l'identité politique nationale est trop présente dans le discours populiste, l'on ne peut dissocier ce dernier des contextes de crises et de l'échec des réformes politiques proposées.

En fait, le concept du populisme soulève beaucoup de questions très variées, qui tournent autour de la véracité crédible des capacités analytiques qu'il prétend détenir. Mais, tout en acceptant que l'une des réponses plausibles puisse bien provenir des manquements fonctionnels de la démocratie et de sa manière de travailler, il n'en reste pas moins que le populisme constitue une « force de colère » ; et c'est ce qui donne à son discours un élan contestataire et « une véritable capacité d'action »³.

De la sorte, le populisme nous paraît comme un terme et un concept fourre-tout. Dès lors, la possibilité de cerner sa signification, clarifier ses sens, ou bien le rattacher à un système politique précis ou à un contenu idéologique fixe, devient un exercice fastidieux. Ainsi, nous nous trouvons donc face à une grande difficulté pour tracer les contours de ce concept. C'est cet aspect qui prive⁴, peut-être, le populisme d'un consensus scientifique autour de sa signification.

Le populisme pose aux chercheurs un nombre de questions, qui touchent pour la plupart d'entre elles, les différents contextes épistémologiques pour l'utilisation de ce concept. Quels sont donc ces contextes ? Existe-t-il un sens précis du populisme et quels sont les risques de son utilisation ? Et à supposer qu'il y ait un consensus sur sa signification, ce concept a-t-il un contenu de connaissance clair ou bien il n'est qu'idéologie ? Quelles sont ses capacités opératoires et analytiques ? Comment peut-on en tirer profit, malgré le lever de bouclier à son encontre, dans l'analyse de certaines crises politiques modernes et contemporaines qui accompagnent la démocratie ? Ce concept, n'est-il pas devenu pour certains une entrée théorique importante en vue de saisir le contenu et les problématiques de nombreux mouvements sociaux et leurs slogans clamant la souveraineté du peuple, la revitalisation de la démocratie et l'enracinement de l'approche participative ?

Axe II : expériences comparées

Les premières vagues populistes américaines et russes, sûres d'elles à ce moment-là, ont vu le jour à la fin du dix-neuvième siècle. En même temps un débat scientifique animé les a

¹ Ernesto Laclau, *La raison populiste*, Seuil, Paris, 1978.

² Christopher Lasch, *La révolte des élites et la trahison de la démocratie*, (Traduction de Christian Fournier), Flammarion, Paris, 2010.

³ Pierre Ronsavallon, *Le siècle du populisme : Histoire, théorie, critique*, Seuil, Paris, 2020.

⁴ Cf ; Pierre-André Taguieff, « Le populisme et la science politique, du mirage conceptuel au vrai problème », *Revue d'histoire*, n° 56 (1997) ; Pierre-André Taguieff, *l'illusion populiste. De l'archaïque au médiatique* (Paris : Berg International, 2002).

accompagnés et continue toujours à faire rage autour de l'explication de ce qui s'était passé. Et contrairement à toute attente, loin de décliner, le populisme est revenu en force au cours des trois dernières décennies. Il a réussi à se faire une base électorale qui l'a parachuté à la tête du pouvoir ou en tant que force politique associée à celui-ci, dans de nombreux pays. En effet, depuis l'apparition du « parti du peuple » américain qui a appelé essentiellement à l'élargissement de la participation populaire dans la vie politique, et l'ouverture de l'élite politique sur la paysannerie pour consolider la démocratie, en passant par l'expérience vénézuélienne qui a appelé à une juste répartition des richesses, à lutter contre l'ingérence étrangère et à rendre le pouvoir au peuple ; nous pouvons affirmer que le populisme ait réussi, en tant que courant politique, à montrer les dysfonctions et les défaillances de la démocratie moderne. Il a également tiré profit de la crise sociale aiguë frappant la classe moyenne, ainsi que de la décroissance des acquis sociaux de la population rurale, de ceux des ouvriers et des petits salariés, pour se transformer en un acteur politique présent avec force et un atout électoral qu'on ne peut ignorer.

Par ailleurs, l'expérience de SYRIZA en Grèce nous donne elle aussi raison sur ce que nous venons d'avancer à propos de la forte corrélation entre le populisme et les contextes de crises économiques. En effet, le populisme a su tirer profit de la crise sociale aiguë qui a frappé le pays ces dernières années pour se présenter comme étant une alternative sociale et économique à même de dépasser cet échec. La situation n'est pas très différente en France, où la droite française a montré une capacité de s'implanter durablement dans le paysage politique grâce à un discours populiste récoltant la sympathie des catégories paysannes fragiles, des catégories citadines moyennes, et même celle de certaines couches sociales aisées. La démocratie américaine, dont la solidité a été vantée par De Tocqueville, n'a pas échappé, elle non plus, au populisme. Ce dernier a permis à Donald Trump d'avoir un large soutien de la part du monde rural aux Etats-Unis, et d'une grande partie du vote des ouvriers et des petits commerçants, avant que la vapeur ne soit renversée en faveur de son rival démocrate Joe Biden, durant les élections de Novembre 2020.

Nonobstant la diversité des tendances idéologiques de ces expériences, elles ont de nombreux points communs au niveau des revendications politiques et des programmes économiques. Quels sont donc les aspects communs, de ces différentes expériences ? Sommes-nous face à un « syndrome », une « idéologie », ou un « mouvement social » ? Peut-on dépasser les contextes géopolitiques afin de réussir à cerner les aspects communs des phénomènes taxés de populisme, dans des environnements, européen, américain, latino-américain, africain ou arabe ? Quelle crédibilité prêter aux déclarations des leaders et dirigeants, peu importe leur grade ou leur position, qui s'auto-réclament populistes ? En même temps, peut-on prendre pour argent comptant le fait que l'un des acteurs traite un adversaire ou un allié, de populiste ? Le fait de traiter quelqu'un de populiste, n'est-il pas devenu une arme efficace dans la lutte politique, tant le populisme est devenu ces dernières années une qualité bien prisée ? Comment peut-on parler du populisme avec neutralité ? Le populisme propose-t-il un contenu alternatif pour dépasser la crise de la démocratie et celle des institutions gouvernantes ? Offre-t-il aux citoyens un cadre qui renouvelle les comportements des élites politiques ? Quels sont les facteurs qui ont accompagné l'arrivée de certains mouvements politiques populistes au pouvoir en Europe, en Amérique du Sud, en Amérique du Nord et en d'autres pays ? Ces mouvements, une fois au pouvoir et devenant plus réalistes, ont-ils abandonné une grande partie de leurs programmes économiques, politiques et sociaux ? Les mouvements populistes ont-ils réussi à s'approprier des thématiques, des problématiques sociales et des dossiers qui ont été considérés, pendant de longues années, une chasse gardée de la gauche ? Ont-ils attiré un public et des catégories sociales nombreuses considérées jadis comme un vivier électoral

fidèle à leurs adversaires, ce que d'aucuns le considèrent comme un hold-up et une main basse sur ces ressources ?

Axe III : Populismes arabes

Les pays arabes ont connu dès les premières indépendances des discours différents exprimant de façon précoce des tendances de populisme. Les élites gouvernantes montantes ont eu à cœur de revendiquer des origines « populaires » et une fidélité absolue au peuple qui, selon elle, était opprimé par les régimes précédents alliés au colonialisme. Les nouveaux régimes, adossés à des idéologies et des courants de tous bords (nationales, de gauche, nationaliste-arabes, prônant la libération des peuples ...) dans des contextes politiques très divergents, ont mystifié la notion du peuple et prétendu détenir le monopole de sa représentation. Dès lors, leur hostilité à l'égard du principe de la représentativité tel que la démocratie libérale l'avait défini, n'était donc plus un hasard. Aussi, ont-ils légitimé l'annulation des élections dont ils n'en voyaient pas le besoin, à partir du moment où ils se considéraient comme étant l'unique représentant de la volonté du peuple.

Ainsi, les populismes arabes avaient-ils eu des orientations autoritaires et despotiques. Ils ont, au nom de la volonté du peuple, accusé les partis politiques de trahison et les ont dissous ainsi que les assemblées législatives. Et si les autres populismes ont prétendu réformer la démocratie et la délivrer de ses propres défauts, les populismes arabes, eux, lui ont été carrément hostiles.

Avec le déferlement des révolutions arabes, une nouvelle vague de populisme a vu le jour. Son discours a su mobiliser de larges couches de partisans et de sympathisants, a influencé le cours des événements et déteint la culture politique. Il a donné à celle-ci une coloration spéciale alimentant le discours politique de termes nouveaux et le paysage politique de pratiques inédites. Ce discours populiste, dont les détenteurs ont des orientations politiques et idéologiques différentes et mêmes contradictoires, et qui viennent d'origines sociales disparates, tend à condamner la transition démocratique, et juge tout ce qui en résulte comme étant de l'anarchie politique, un recul de la souveraineté et du pouvoir de l'Etat, et un appauvrissement du peuple et un contournement de sa volonté. Aussi, ce discours prétend-il œuvrer pour ré-exprimer totalement la voix authentique du peuple.

Le slogan magique « le peuple veut », levé par certaines foules, était pour quelques-uns, le témoignage prouvant que ces masses qui manifestaient, parlaient au nom de ce même peuple, connaissaient ses intentions et défendaient bel et bien ses intérêts. La rue restait encore un "bazar politique" exposant, réellement ou de façon illusoire, ce que le peuple veut et désire. Ni les innovations démocratiques ni la société civile n'ont réussi à contenir ce déferlement. Ces pratiques : sit-in, manifestations, coordinations, réseaux sociaux, paraissent nous rappeler, malgré la preuve de leur efficacité dans de nombreux cas, qu'elles restent des formes de la démocratie directe, dont rêvent et ambitionnent certains populismes actuels.

Le discours populiste répandu chez un grand nombre des élites politiques, comporte une critique franche et acerbe à l'encontre de la faible performance des institutions souveraines et des élites au pouvoir. En outre, il exprime le faible degré de confiance en les institutions démocratiques⁵, considérant que les élites n'ont pas tenu leurs « promesses révolutionnaires » brandies lors des campagnes électorales. Le discours populiste a pu, dans plusieurs cas, se mettre e tête des mouvements de protestation en confisquant le leadership

⁵ Azmi Bechara, La **réponse à une question : qu'est-ce que le populisme ?** (Beyrouth : Carep, 2019).

médiatique, et en réussissant à dresser une partie du large public contre les élites dirigeantes, et en érigeant une opinion publique en sa faveur.

Le discours populiste arabe s'est nourri de la crise des institutions démocratiques élues et de son mauvais fonctionnement, ainsi que de la faiblesse des acquis sociaux et économiques promis par les forces de changement. Aussi, en a-t-il profité de l'échec de la transition démocratique dans plusieurs cas et a durci le ton de ses attaques contre elle. L'on se pose la question à propos des facteurs et contextes, à l'échelle nationale (de chaque pays) et à l'échelle arabe, qui ont permis l'apparition de discours et de son expansion et de ses caractéristiques ? Quel est son contenu – si contenu il y a- ? Quels sont ses capacités de mobilisation ? Quels sont ses réussites potentielles et les indicateurs de son échec ? Est-il effectivement un discours manipulateur ou bien a-t-il une logique qui lui est propre dans sa critique de la situation politique et économique ? Comment a-t-il profité de la croissance des disparités sociales et de l'exacerbation des inégalités ? Enfin si ce discours populiste représente véritablement un catalyseur et un moteur de changement social ?

Axe IV : L'expérience tunisienne

La Tunisie représente un exemple fort significatif quant à l'intelligibilité des mutations du discours politique et de ses changements et notamment avec la montée du déficit de confiance en les élites politiques. En effet, l'on assiste à l'apparition d'expressions politiques et électorales qui ont exploité le désenchantement populaire envers l'activité des partis, pour les discréditer. Elles ont investi dans des formes nouvelles d'expression (coordinations, forums, mouvements...) et développé un discours critique contre le système en place, exploitant ce qu'elles ont jugé comme étant failles et dilemmes de la démocratie tunisienne. Elles ont réussi à avoir des sièges au parlement, "libérant" relativement l'espace politique des "enseignes partisans classiques ».

Ces forces politiques montantes ont tiré profit de la détérioration de la situation socioéconomique de la classe moyenne pendant la décennie de la transition démocratique. Elles ont employé des formules inédites (dans le contenu, le style et les méthodes publicitaires...) lors des campagnes électorales et politiques. Elles n'ont pas cherché à appuyer leur présence dans l'espace public ou la candidature de leurs représentants aux postes de responsabilité, par les idéaux révolutionnaires ou le passé militant; mais plutôt par des compétences de marketing et des techniques de proximité avec les masses et une efficace occupation du terrain. Le tout, en proposant une nouvelle batterie d'alternatives et de recommandations qu'elles jugent comme étant l'unique sortie de la crise.

En fait, l'un des points forts du mouvement populiste, réside dans le fait qu'il se présente comme étant le sauveur du peuple et de la patrie, en associant le patriotisme intègre à la défense de l'autorité de l'Etat, le tout pour insister sur la pertinence de ses propositions alternatives. Une pareille approche, a permis à ses détenteurs d'avoir de nouvelles dynamiques de propagande en faveur de ce qu'ils proposent et leur a assuré une présence médiatique frappante qui leur a procuré un certain « rayonnement ». Ces facteurs conjugués ont octroyé au discours populiste une influence très large au sein de l'électorat et lui a assuré des positions avancées dans les différentes institutions élues, qui leur servent désormais de forteresses officielles importantes.

Cette « humeur populiste » prétend qu'elle ne constitue pas un simple choix nouveau à l'échelle du politique et de l'économique, mais l'unique alternative capable de remodeler le

paysage politique national. Bénéficiant de dynamiques claires dont il s'en est inspiré, le populisme en Tunisie est allé glaner ses idées et solutions dans un contexte marqué par la calcification de l'Etat. Les nombreux mouvements protestataires et la diversité de leurs requêtes, ont constitué également un contexte dans lequel le discours populiste s'est ressourcé, à tel point qu'il revendiqua la « propriété » de la représentation légitime et unique d'une région, d'une catégorie ou d'un secteur. Aussi se pose-t-on des questions sur les aspects spécifiques du discours populiste dans l'expérience tunisienne. Quels sont ses termes et quels sont les profils de son public ? Comment ce discours a-t-il investi dans l'humeur exécrationnelle de larges catégories sociales ? Le populisme a-t-il réellement bénéficié de moyens de pression des "mains invisibles" ? A quel point les balbutiements de la transition démocratique ont-ils contribué à l'essor du discours populiste et lui ont créé des "couveuses" ? Comment la démocratie pourra-t-elle résister et guérir de ses maux au moment où elle affronte le populisme ? Enfin, les contextes géopolitiques et régionaux ont-ils revigoré et "alimenté" ce discours ?

Membres du Comité scientifique

Mounir Kchaou : Professeur des universités, chercheur en philosophie sociale à Doha Institute for Graduate Studies.

Mounir Saïdani : Professeur des universités et chercheur en sociologie à l'Institut supérieur des sciences humaines, Tunis.

Mehdi Mabrouk : Professeur des universités, chercheur en sociologie à la Faculté des sciences humaines et sociales de Tunis. Directeur du CAREP, Tunis.

Bouhnia Goui : Professeur à l'Université d'Ouargla, Algérie.

Mohammed Limam : Enseignant/chercheur en sciences politiques à l'Université de Jendouba, Tunisie.

Mohammed Fauber : Enseignant / Chercheur en sociologie, coordinateur d'une Unité de recherche au laboratoire du développement social à l'Université de Fez.

Mohammed Rahmouni : Maître de conférences en civilisation arabe à l'Université de Tunis

Aymen Boughanmi : Maître assistant en civilisation britannique et américaine à l'Université de Kairouan. Tunis.

Chaker El-Houki : Maître assistant en droit et sciences politiques à la faculté de droit et des sciences politiques Université El – Manar, Tunis.

Asma Noura : Enseignant / chercheur en sciences politiques à la faculté de droit et des sciences politiques à Tunis.

Ahmed Idali : Enseignant / chercheur en sciences politiques à l'Université Ibn Tufayl, Kénitra, Maroc.

Mehrez Drissi : Chercheur en psychologie de l'éducation, expert en information scolaire et universitaire.

Adel Ayari : Maître assistant, Enseignant / chercheur en sociologie, à l'Université de Tunis. (Rapporteur du Comité scientifique).

Dates importantes

- **Date du colloque** : 20- 21- 22 mai 2021
- **Date limite d'envoi des résumés des soumissions**: 28 février 2021
- **Date des résultats de l'évaluation et de l'acceptation** : 14 Mars 2021
- **Date limite de réception de la contribution finale (Full Paper)** : 18 avril 2021

Les conditions de participation

- **Remplir le formulaire d'inscription** disponible sur le site <http://carep.tn>
- **Les résumés** : Le candidat doit mentionner l'axe choisi ; le texte doit comprendre de 500 et 700 mots, y compris le titre, la problématique, la méthode choisie, les idées principales, les mots clefs (cinq au minimum) et une bibliographie succincte. En respectant intégralement les conditions méthodologiques scientifiques, (les notes de bas de page, la liste des sources et bibliographie... Pour plus d'information, voir <http://dohainstitute.org> و <http://carep.tn>)
- **Le papier final (Full Paper)** : entre 5000 et 7000 mots
- **Le texte final ainsi que le résumé** : En langue arabe, en Sakkal Majalla 14 ; pour les autres langues il doit être en Times New Roman 12, et interligne de 1.5
- **Langue utilisées au colloque** : Arabe, Français, Anglais
- **Originalité de la contribution** : Le chercheur s'engage à proposer un article original n'ayant jamais participé à aucune manifestation scientifique auparavant.

Adresse de correspondance : les contributions proposées doivent être envoyées à l'adresse email : a.scientifique@carep.tn

- **Publication** : Les travaux du présent colloque seront ultérieurement publiés en langue arabe. Les participants en seront informés
- Le Centre se charge de traduire les textes en langue étrangère vers la langue arabe
- Le centre couvre les frais de déplacement et de séjour. Aucune rétribution ne sera payée contre une contribution faite au colloque. Le Centre détient les droits de propriété intellectuelle de toute recherche acceptée
- **Pour toute question** : email : a.scientifiques@carep.tn - Tel : (00216) 70147384